

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/2/ARG/3

10 février 1997

(97-0491)

Comité des licences d'importation

Original: espagnol

ACCORD SUR LES PROCEDURES DE LICENCES D'IMPORTATION

Notification au titre de l'article 5

ARGENTINE

La Mission permanente de l'Argentine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 janvier 1997.

Conformément aux dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 5 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, l'Argentine a le plaisir de faire parvenir au Secrétariat la notification ci-après sur les "Formalités douanières relatives à certaines opérations d'importation définitive pour la mise à la consommation (certificat d'origine)".

./.

Notification sur les formalités douanières relatives à certaines opérations
d'importation définitive pour la mise à la consommation

Certificats d'origine

1. Liste des produits soumis aux procédures de licences

Voir les renseignements notifiés en juillet 1996 concernant la Résolution n° 763/96 du Ministère de l'économie et des travaux et services publics sur les certificats d'origine (G/LIC/N/2/ARG/1).

2. Point de contact chargé de communiquer des renseignements sur les conditions de recevabilité

Voir les renseignements notifiés en juillet 1996 concernant la Résolution n° 763/96 du Ministère de l'économie et des travaux et services publics sur les certificats d'origine.

3. Organe(s) administratif(s) auquel (auxquels) présenter les demandes

Administration nationale des douanes

4. Date et titre de la publication où sont publiées les procédures de licences

Résolutions n° 763 du 7 juin 1996 et 381 du 1er novembre 1996 du Ministère de l'économie et des travaux et services publics.

5. Indication du caractère automatique ou non automatique de la procédure de licences, conformément aux définitions énoncées aux articles 2 et 3

Voir les renseignements notifiés en juillet 1996 concernant la Résolution n° 763/96 du Ministère de l'économie et des travaux et services publics sur les certificats d'origine.

6. Dans le cas des procédures de licences d'importation automatiques, indication de leur objectif administratif

L'objectif premier consiste à faire en sorte que les traitements dont il est question au point 1 ne soient pas affectés par les fausses déclarations de personnes cherchant à se soustraire à leurs obligations et à recueillir les renseignements nécessaires pour effectuer des analyses statistiques. Il convient donc de fournir le numéro de la facture correspondant aux marchandises dont l'origine doit être établie, ce qui permet de vérifier s'il est satisfait à la norme; de cette manière, le contrôle douanier est simplifié, les fonctionnaires pouvant vérifier les documents au lieu de contrôler les marchandises.

7. S'agissant des procédures de licences d'importation non automatiques

Voir les renseignements notifiés en juillet 1996 concernant la Résolution n° 763/96 du Ministère de l'économie et des travaux et services publics sur les certificats d'origine.